

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Forstwesen = Swiss forestry journal = Journal forestier suisse

Herausgeber: Schweizerischer Forstverein

Band: 138 (1987)

Heft: 2

Rubrik: Mitteilungen = Communications

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Forstrechtliche Entscheide des Bundesgerichts

Zusammengestellt und kommentiert von *Werner Schärer*
(Kantonales Oberforstamt, CH-8090 Zürich)

Oxf.: 93: (494)

Begriff des Waldes (Art. 1 FPolV), Kantonale Richtlinien¹
Fall «Vercorin» – Kanton Wallis
Bundesgerichtsentscheid 110 Ib 382, vom 14. November 1984

Aus den Urteilserwägungen:

La définition légale de la forêt donnée par l'art. 1er OFor s'applique à «toute» surface; une dimension minimale n'y est pas exigée. Les cantons jouissent dès lors, sur ce point, d'une importante marge d'appréciation (ATF 107 Ib 51 consid. 3c = *Fall «Nürensdorf» Schweiz. Z. Forstwes. 1982 355*). De l'un à l'autre, la surface minimale requise et la méthode de calcul peuvent varier.

En Valais, le Service forestier cantonal a élaboré, dès l'automne 1981, un ensemble de directives basées sur celles qui sont utilisées dans le canton des Grisons; elles sont appliquées actuellement à titre d'essai. Ces directives provisoires fixent... en outre que la largeur minimale d'une surface forestière est de 12 m, y compris 2 m de lisière de chaque côté, soit 8 m, mesure prise entre deux arbres de bordure. Les bandes boisées qui n'atteignent pas cette largeur mais qui forment un appendice d'un complexe forestier plus grand sont, pour des questions de protection du paysage, considérées comme forêt sur une distance au massif égale à la hauteur des arbres sur place (point 2.4.2 al. 2 des directives grisonnes). Enfin, la réglementation provisoire valaisanne contient une réserve concernant l'appréciation de fonctions spéciales en matière de protection ou de récréation (point 10 des directives grisonnes).

Selon la jurisprudence, les règles cantonales ainsi instituées aux fins de constater la nature forestière de parcelles boisées constituent de simples instructions administratives internes, de caractère essentiellement technique. Edictées dans l'intérêt d'une pratique administrative uniforme et juste, elles n'ont certes pas force de loi et ne lient pas le Tribunal fédéral. Elles sont pourtant l'expression des connaissances et expériences de spécialistes avertis, de sorte que le Tribunal fédéral s'y tient la plupart du temps (ATF 107 Ib 51/52 consid. 3c et les références = *Fall «Nürensdorf»*). De telles directives cantonales ne doivent toutefois pas être mises en œuvre de façon trop schématique...

¹Kursiv gedruckt sind die Zusammenfassungen und Kommentare des Autors, die Auszüge aus den Urteilen des Bundesgerichts erscheinen in gewöhnlicher Schrift.

Kommentar zum Entscheid «Vercorin»:

Im Fall «Vercorin» äussert sich das Bundesgericht insbesondere über Rechtsnatur und Tragweite kantonaler Waldfeststellungsrichtlinien. Solche Richtlinien sind «als blosse verwaltunginterne Richtlinien vorwiegend technischer Art zu qualifizieren, welche für eine einheitliche und gerechte Verwaltungspraxis Gewähr bieten sollen». Richtlinien sind keine Rechtsätze, jedoch «Ausdruck des Wissens und der Erfahrung von Sachverständigen, so dass das Bundesgericht sich meist an sie hält».

Was deren Tragweite betrifft, so dürfen sie nicht allzu schematisch angewendet werden. Es ist falsch, wenn dadurch eine künstliche Grenze gebildet wird, dass Waldzungen oder andere Anhängsel vom Rumpfareal des Waldes abgetrennt und als Nichtwald bezeichnet werden. Mit anderen Worten ist stets eine Gesamtbeurteilung vorzunehmen unter Beachtung des Landschaftsschutzes und der Landschaftsgliederung.

Der Kanton Zürich hat in seinen Waldfeststellungsrichtlinien vom 29. August 1985 diesem Entscheid Rechnung getragen. Waldzungen können grundsätzlich erst dann als Nichtwald angeprochen werden, wenn sie die Form einer einzelnen Baumreihe angenommen haben.

Begriff der forstlichen Anlage (Art. 25 Abs. 2 FPolV)

Fall «Nendaz-Tortin» — Kanton Wallis

Bundesgerichtsentscheid 111 Ib 45, vom 13. März 1985

Aus dem Tatbestand:

Le 18 mai 1983, la commune de Nendaz a déposé auprès de l'Inspection cantonale des forêts une demande de défrichement pour une surface de 13 400 m², soit 900 m² pour le tronçon Pra Mounet-Tortin et 12 500 m² pour le tronçon Tortin-Cleuson. Le premier tronçon était considéré comme une route forestière; la surface 900 m² correspondait donc à celle mise à contribution pour la construction de la nouvelle route, dans la mesure où celle-ci dépassait le gabarit d'une route forestière. A la suite d'une inspection des lieux, la commune de Nendaz a cependant décidé de limiter sa demande de défrichement au tronçon Pra Mounet-Tortin, soit aux 900 m² excédant l'emprise d'une route forestière.

Par décision du 6 juin 1984, le Conseil d'Etat du canton du Valais, admettant sa compétence, a accordé l'autorisation de défricher cette surface.

Le Consortage de l'alpage de Tortin et le World Wildlife Fund Suisse ont déposé un recours de droit administratif contre cette décision. ...

Le Tribunal fédéral a admis le recours.

Aus den Urteilserwägungen:

Aux termes de l'art. 25 al. 2 OFor, les coupes effectuées pour les constructions forestières ne sont pas considérées comme défrichement. Aux termes de la décision attaquée, il en va ainsi des routes forestières dont le gabarit n'excède pas 3,5 m de largeur. ...

La notion de route forestière n'est pas définie dans le droit forestier fédéral. Il va cependant de soi qu'une route ne saurait être considérée comme une construction forestière au sens de l'art. 25 al. 2 OFor pour la seule raison qu'elle traverse des régions boisées et, en particulier, des forêts qui se prêtent à l'exploitation. ... Les milieux spécialisés définissent d'ailleurs, comme route forestière, celle qui constitue la condition indispensable à l'entretien et à l'exploitation de la forêt, en y permettant l'accès de la main-d'œuvre et des engins aussi bien que le transport du bois récolté (Rapport principal de la Commission d'experts sur une conception globale d'une politique suisse en matière d'économie des forêts et du bois, Berne 1975, p. 89).

... il faut admettre que le dernier tronçon de la route Siviez-Tortin constitue un changement durable de la vocation du sol forestier au sens de l'art. 25 al. 1 OFor; il n'est ainsi pas possible de suivre l'autorité intimée lorsqu'elle définit celui-ci comme une route forestière dans la mesure où il ne dépasse pas 3,5 m de largeur. Une solution contraire équivaudrait à dispenser partiellement, en principe, de l'autorisation de défricher toutes les routes qui traversent des régions forestières, sous le prétexte qu'elles pourraient avoir, une fois, une certaine utilité pour l'exploitation des bois. Tel n'est manifestement pas le but qu'a poursuivi le Conseil fédéral en édictant l'art. 25 al. 2 OFor.

Il en résulte que l'autorisation de défricher doit être requise non seulement pour la surface en cause de 900 m², mais pour toute la surface de l'aire forestière mise à contribution par le projet litigieux. L'autorisation de défricher relève ainsi de la compétence des autorités fédérales; les recours de droit administratif doivent dès lors être admis au sens des considérants qui précèdent et l'affaire transmise au Département fédéral de l'intérieur.

Kommentar zum Entscheid «Nendaz-Tortin»:

Im Fall «Nendaz-Tortin» präzisiert das Bundesgericht den Begriff der Waldstrasse und leistet damit einen Beitrag zur Abgrenzung der «forstlichen Anlage» vom Rodungstatbestand. Eine durch den Wald führende Strasse gilt nur dann als Waldstrasse (und somit als «forstliche Anlage» im Sinne von Art. 25 Abs. 2 FPolV), wenn sie primär der Walderschliessung und deren Bewirtschaftung dient. Soll eine bisherige Waldstrasse aus Gründen der touristischen Erschliessung verbreitert werden, findet eine Zweckentfremdung der ganzen Strasse statt. Für den Bau einer solchen Anlage ist somit eine Rodungsbewilligung im Ausmass der gesamten beanspruchten Fläche erforderlich.

Die Folgerichtigkeit dieses Entscheides zeigt sich auch an einer anderen Stelle in der FPolV, nämlich in Art. 28. Danach dürfen Bauten innerhalb des Waldes grundsätzlich nur zu forstlichen, nicht aber zu anderen Zwecken bewilligt werden. Der durch solche Bauten beanspruchte Waldboden bleibt der Forstgesetzgebung unterstellt (vergleiche die Parallelität von Art. 25 Abs. 2 und 28 Abs. 4).

Waldfeststellung, Waldrandbestimmung (Art. 1 FPolV)

Fall «Sager» – Kanton Solothurn

Bundesgerichtsentscheid 110 Ib 145, vom 15. Februar 1984

Kommentar zum Entscheid «Sager»:

Im Fall «Sager» stellte sich das Problem, wie bei einem im Abstand von 3 bis 7 m parallel zum Waldrand verlaufenden Weg die Waldgrenze zu bestimmen ist. Das Bundesgericht hielt einmal mehr fest, dass der Waldbegriff nach Art. 1 Abs. 1 FPolV grundsätzlich auch für die kantonale Gesetzgebung Gültigkeit hat und diese ihn nicht enger umschreiben dürfe (E. 2).

Da vorliegend der Waldweg im Einverständnis mit dem Forstdienst zum Zwecke der Holzabfuhr sowie als Plattform zur Holzbearbeitung geschaffen worden war, konnten keine Zweifel an dessen forstlicher Zweckbestimmung bestehen. Die vom Waldweg beanspruchte Fläche untersteht somit weiterhin der Forstgesetzgebung (Art. 25 Abs. 2 FPolV).

Ob die forstrechtliche Waldgrenze am äusseren Wegrand oder am Rande der 3 bis 7 m breiten Bestockung verläuft, wurde aufgrund des Wuchsverlaufs (Kronenschluss) beurteilt. Dieser konnte in concreto bejaht werden. Damit galt als Waldgrenze der eigentliche Waldsaum. Entscheidendes Kriterium war also nicht die Breite des Waldweges (wie beispielsweise in den bereits im Kommentar zum Fall «Vercorin» erwähnten Zürcher Richtlinien), sondern der potentielle Wuchsverlauf auf beiden Seiten des Waldweges. Dieselbe Betrachtungsweise hat das Bundesgericht schon früher bei Bestockungen an beiden Ufern von Bächen angewendet (vgl. BGE 107 Ib 50 = Fall «Nürensdorf» Schweiz. Z. Forstwes. 1982 355).

Waldfeststellung (Art. 1 FPolV), Verfahren

Fall «Heuberger» – Kanton Zürich

Bundesgerichtsentscheid vom 27. Juni 1985,
veröffentlicht im Schweiz. Zentralblatt (1986) 5 : 219 ff.

Aus dem Tatbestand:

H. und S. beabsichtigen, das Grundstück Kat. Nr. 8956 im «Rosental», Winterthur, zu überbauen. Der Schweizer Heimatschutz (SHS) ist der Meinung, das Projekt missachte den Waldabstand. Er stellte das Gesuch, es sei festzustellen, dass es sich beim Bachufergehölz auf dem Grundstück Kat. Nr. 8956 um Wald im Sinn des Bundesgesetzes vom 11. Oktober 1902 betreffend die eidgenössische Oberaufsicht über die Forstpolizei handle und dass die Bestockung im ganzen Umkreis des Grundstücks Waldqualität habe.

Der Regierungsrat als für Waldfeststellungen zuständige kantonale Behörde trat auf das Begehr mangels Legitimation des SHS nicht ein. Er erwog, auf die in Art. 12 des Bundesgesetzes vom 1. Juli 1966 über den Natur- und Heimatschutz (NHG) vorgesehene Beschwerdebefugnis könne sich der SHS nicht berufen, da es an einem vorinstanzlichen Entscheid und somit an einem Anfechtungsobjekt fehle. Aus dem gleichen Grund könne die Legitimation auch nicht auf Art. 25bis der Vollziehungsverordnung zum Forstpolizeigesetz vom 1. Oktober 1965 (FPolV) gestützt werden. ...

Die vom SHS gegen diesen Nichteintretensbeschluss geführte Verwaltungsgerichtsbeschwerde hat das Bundesgericht abgewiesen.

Kommentar zum Entscheid «Heuberger»:

Im Entscheid «Heuberger» wurden hauptsächlich folgende zwei nicht in der Forstgesetzgebung geregelten Fragen beantwortet:

1. *Sind auch die Natur- und Heimatschutzorganisationen berechtigt (legitimiert), ein Waldfeststellungsbegehren zu verlangen?*
2. *Können die Natur- und Heimatschutzorganisationen im Baubewilligungsverfahren eine Waldfeststellungsverfügung verlangen?*

Die erste Frage beantwortete das Bundesgericht mit einem klaren Nein. Die nach Art. 12 des Natur- und Heimatschutzgesetzes beschwerdeberechtigten Organisationen können schon seit 20 Jahren gegen einen konkret vorliegenden behördlichen Waldfeststellungsentscheid (sogenannte Waldfeststellungsverfügung) Beschwerde erheben. Sie sind aber nicht legitimiert, selbst ein Waldfeststellungsverfahren auszulösen. Auch wenn die Waldfeststellungskompetenz gemäss bundesgerichtlicher Rechtsprechung analog den Regeln der Rodungskompetenz zu bestimmen ist (BGE 107 Ib 352 = Fall «Melano» Schweiz. Z. Forstwes. 1983 887), so könne daraus nicht ein Anspruch auf Erlass einer erstinstanzlichen Waldfeststellungsverfügung hergeleitet werden. Der Entscheid lässt durchblicken, dass eine Änderung im Sinne einer Bejahung der eingangs gestellten Frage nur über eine Änderung der Gesetzgebung erreicht werden könnte.

Zur zweiten Frage lautet die Antwort indirekt ja. Die Natur- und Heimatschutzorganisationen können behaupten, ein Bauprojekt missachte in Verletzung von Bundesrecht Waldreal. Eine solche Verletzung liegt dann vor, wenn der kantonalrechtliche Bauabstand gegenüber dem Wald nicht eingehalten wird. Bei der Beurteilung dieser Behauptung muss die Waldgrenze festgelegt werden, womit auf indirektem Weg ein Waldfeststellungsverfahren ausgelöst worden ist. Ergebnis der Waldfeststellung ist eine Verfügung, die dann wieder auf dem normalen Weg bis ans Bundesgericht weitergezogen werden kann. Damit besteht folglich die Möglichkeit, über ein Waldfeststellungsverfahren auch die gesetzeskonforme Handhabung der kantonalen Waldabstandsrichtlinien zu prüfen.

Waldfeststellung (Art. 1 FPolV), Mitteilungspflicht

Fall «Meier» – Kanton Zug

Bundesgerichtsentscheid vom 30. Dezember 1985, bisher unveröffentlicht

Aus dem Sachverhalt:

P. Meier liess auf seinem Grundstück Nr. X in K. den Bach eindolen und Ufergehölz entfernen. Auf Ersuchen der Baudirektion des Kantons Zug prüften die Forstbehörden, ob es sich bei der entfernten Bestockung um Wald handle. Als Ergebnis stellte die kantonale Forstdirektion mit Verfügung vom 5. März 1985 fest, dass die abgeholtzte Fläche nicht als Wald im Sinne der Forstgesetzgebung gelte.

Die Stiftung WWF Schweiz erhaben gegen diese Verfügung Verwaltungsgerichtsbeschwerde mit dem Begehr um Feststellung, dass die abgeholtene Fläche Wald im Sinne der Forstgesetzgebung sei. Das Verwaltungsgericht des Kantons Zug trat auf die Beschwerde mit Urteil vom 13. Juni 1985 nicht ein, da der Beschwerdeführerin sowohl nach kantonalem wie auch nach Bundesrecht die Beschwerdebefugnis fehle.

Die vom WWF dagegen erhobene Verwaltungsgerichtsbeschwerde hat das Bundesgericht gutgeheissen.

Aus den Urteilserwägungen:

2. Das Verwaltungsgericht anerkennt, dass gemäss Art. 12 in Verbindung mit Art. 2 lit. b NHG gesamtschweizerische Vereinigungen auf dem Gebiete des Natur- und Heimatschutzes zur Anfechtung von Entscheiden, die in Erfüllung von Bundesaufgaben ergehen, befugt sind. Es geht jedoch davon aus, dass sich das Beschwerderecht der Natur- und Heimatschutzorganisationen auf das Verfahren vor Bundesgericht beschränke und die Waldfeststellung – im Gegensatz zur Rodungsbewilligung oder -verweigerung – nicht zu den Bundesaufgaben zähle. Diese Auffassung steht mit der bundesgerichtlichen Rechtsprechung in Widerspruch.

... (vgl. Art. 103 lit. a + c des Bundesgesetzes über die Organisation der Bundesrechtspflege vom 16. Dezember 1943, BGE 109 Ib 216, 107 Ib 175 E.3).

Was ... das Waldfeststellungsverfahren an sich anbelangt, so unterscheidet es sich nicht wesentlich vom Rodungsbewilligungsverfahren. Die Waldfeststellung war früher in der Regel Teil des Entscheides über ein Rodungs- oder ein Baugesuch. Erst in neuerer Zeit ist dieses Verfahren verselbständigt worden. Es verfolgt indessen aus der Sicht des Forstpolizeirechts das nämliche Ziel wie das Rodungsbewilligungsverfahren, nämlich den Schutz des Waldareals vor ungerechtfertigten Eingriffen. Bestrebungen zur Erhaltung des Waldareals dienen aber offensichtlich dem in Art. 1 lit. a vom NHG genannten Zweck, das heimatliche Landschaftsbild zu schonen, und fallen damit unter die Bundesaufgaben im Sinne von Art. 24 Abs. 2 BV. ... das Bundesgericht behandelt dementsprechend Waldfeststellungsverfahren analog den Rodungsbewilligungsverfahren (BGE 107 Ib 352 = Fall «Melano» Schweiz. Z. Forstwes. 1983 887, BGE vom 27. Juni 1985 = Fall «Heuberger», vorne S. 158). Förmliche Waldfeststellungsentscheide sollen denn auch gemäss Art. 25bis Abs. 4 FPolV den nach Art. 12 NHG beschwerdeberechtigten Organisationen mitgeteilt oder in den kantonalen Amtsblättern publiziert werden.

Kommentar zum Entscheid «Meier»:

Grundlage der Mitteilungspflicht von Rodungsbewilligungen ist Art. 25bis Abs. 4 FPolV. Danach können die Kantone Bewilligungen in den kantonalen Amtsblättern veröffentlichen oder den nach Art. 12 NHG beschwerdeberechtigten schweizerischen Organisationen mitteilen.

Für Waldfeststellungen gibt es bekanntlich keine Regelung in der Bundesgesetzgebung, jedoch hat das Bundesgericht Art. 25bis Abs. 1 FPolV betreffend Kompetenzauflistung Bund/Kanton für analog anwendbar erklärt (BGE 107 Ib 352 = Fall «Melano»). In logischer

Fortführung hat es nun im vorliegenden Fall auch Abs. 4 von Art. 25bis FPolV auf Waldfeststellungen anwendbar erklärt. Danach müssen Waldfeststellungentscheide grundsätzlich auf die eine oder andere oben erwähnte Art den betreffenden Organisationen mitgeteilt werden. Obwohl im Entscheid nicht erwähnt, kann diese Mitteilungspflicht vernünftigerweise nur Negativentscheide betreffen (analog müssen ja auch nur Rodungsbewilligungen und nicht auch Rodungsverweigerungen mitgeteilt werden).

Ins gleiche Kapitel gehören auch Bewilligungen für Bauten im Wald zu nichtforstlichen Zwecken. Sie stellen eine Zweckentfremdung im Sinne von Art. 25 Abs. 1 Satz 2 FPolV dar und erfüllen damit einen Rodungstatbestand. Damit müssen sie ebenfalls den Natur- und Heimatschutzorganisationen mitgeteilt werden. Zum gleichen Ergebnis könnte man auch auf einem anderen Weg gelangen. Am 1. Mai 1986 wurde eine neue Verordnung über die Raumplanung vom 26. März 1986 in Kraft gesetzt. Nach Art. 16 dieser Verordnung müssen die Kantone prüfen, ob Bauvorhaben ausserhalb der Bauzone eine Ausnahmebewilligung nach Art. 24 RPG benötigen. Diese Ausnahmebewilligungen müssen «im kantonalen Amtsblatt gesondert angezeigt» werden. Dabei ist es eine Auslegungsfrage, ob zu den Bauvorhaben ausserhalb der Bauzone auch solche innerhalb von Waldareal gehören.

Rodung für Kunstausstellung (Art. 26 Abs. 1 FPolV)

Fall «Gerster» – Kanton Bern

Bundesgerichtsentscheid vom 20. September 1985,
veröffentlicht im Schweiz. Zentralblatt (1986) 3 : 126 ff

Aus dem Tatbestand:

Im Jahre 1979 stellte Gerster auf einem Waldgrundstück der Z. AG in Dittingen alte, aus dem demolierten Werk 3 der Tonwarenfabrik Laufen stammende Maschinenteile auf. Er beabsichtigte damit «die Durchführung einer Kunstausstellung mit Eisenplastiken in einem Waldgelände». Demgegenüber betrachtete die Gemeinde Dittingen das Aufstellen der Maschinenteile als Materialdeponie; sie forderte Gerster auf, hierfür eine nachträgliche Baubewilligung einzuholen. Diese wurde ihm verweigert. Mit Entscheid vom 6. Februar 1984 hob das Verwaltungsgericht die Verweigerung der Bewilligung auf und wies Gerster an, vorerst um eine Rodungsbewilligung nachzusuchen.

Am 27. Februar 1984 stellte Gerster ein Rodungsgesuch für die Durchführung seiner Ausstellung während zwei Jahren. Er führte aus, die «Eisenplastiken» beanspruchten lediglich eine Fläche von 30 m² und der Wald werde nicht geschädigt. Zweck seines Vorhabens sei es, künstlerisch interessierten Kreisen sichtbar zu machen, wie sich Technik und Natur miteinander verbinden lassen. Er legte seinem Gesuch unter anderem Berichte von Kunstsachverständigen bei. Die Forstdirektion des Kantons Bern wies das Rodungsgesuch ab und forderte Gerster auf, die Maschinenteile zu entfernen.

Der Regierungsrat des Kantons Bern und das Bundesgericht haben die gegen diesen Entscheid geführte Beschwerde abgewiesen.

Aus den Urteilserwägungen:

3. Der Beschwerdeführer wendet ein, es erfolge hier gar keine Rodung und es müsse kein einziger Baum gefällt werden. Soweit er damit geltend machen will, es bedürfe für das Aufstellen von Maschinenteilen im Waldareal keiner Rodungsbewilligung, ist die Beschwerde unbegründet. Nach Art. 25 Abs. 1 FPolV gilt jede Beanspruchung von Waldboden, die eine dauernde oder vorübergehende Zweckentfremdung zur Folge hat, als Rodung und bedarf daher einer forstpolizeilichen Bewilligung. Diese Bestimmung ist vom Bundesgericht als gesetzeskonform anerkannt worden (BGE 100 Ib 485 Erw. 3 = *Fall «Bucher» Schweiz. Z. Forstwes. 1976* 77). Es ist daher nicht entscheidend, ob tatsächlich Bäume gefällt werden müssen (nicht publizierte Erw. 3 von BGE 108 Ib 267; vgl. auch BGE 106 Ib 144; BGE, 3. August 1982, ZB1 83/1982, 556).

4. a) Die Erteilung einer Rodungsbewilligung richtet sich nach den Anforderungen von Art. 26. FPolV. Im vorliegenden Fall führte der Regierungsrat keine polizeilichen Gründe an, die im Sinn von Art. 26 Abs. 2 FPolV dem Gesuch entgegengestanden hätten. Er hat die Bewilligung auch nicht aus Gründen des Natur- und Heimatschutzes im Sinn von Art. 26 Abs. 4 FPolV verweigert. Wegen der Eigenart des Vorhabens, Technik und Wald miteinander in Verbindung zu bringen, nimmt der Beschwerdeführer sinngemäß die Standortgebundenheit nach Art. 26 Abs. 3 FPolV in Anspruch. Wie es sich damit verhält, kann offengelassen werden. Entscheidend ist, ob der Regierungsrat ohne Verletzung von Bundesrecht ein gewichtiges, das Interesse an der Walderhaltung überwiegender Bedürfnis vereinen durfte.

b) ... Der Beschwerdeführer macht geltend, dass hier kein einziger Baum gefällt werden müsse und dass das Aufstellen der alten Maschinenteile den Wald nicht beeinträchtige. Dem Schaden, den der Wald durch die Metallaufstellung erleidet, ist bei der Interessenabwägung nach Art. 26 Abs. 1 FPolV Rechnung zu tragen. Ebenso ist zu berücksichtigen, dass der Beschwerdeführer lediglich um eine Bewilligung für zwei Jahre ersucht hatte. Ferner weist dieser auf sein ernsthaftes Suchen nach künstlerischem Ausdruck in neuen Formen und sein Anliegen hin, Aspekte alter Technik mit dem Wald in Verbindung zu bringen. Damit macht er sinngemäß geltend, die Kunstfreiheit sei in die Interessenabwägung miteinzubeziehen.

Das Bundesgericht hat bisher zwar kein selbständiges, ungeschriebenes Verfassungsrecht der Kunstfreiheit anerkannt. Indessen hat es eine kantonalrechtliche Garantie der Meinungsäusserungsfreiheit weit ausgelegt und darunter nicht nur die Ergebnisse von Denkvorgängen sowie rational fassbar und mitteilbar gemachte Überzeugungen in der Art von Stellungnahmen, Wertungen, Anschauungen, Auffassungen und dergleichen verstanden (vgl. BGE 108 Ia 318), sondern auch das Kunstschaften und dessen Erzeugnisse, die rein als Kunstwerk verstanden werden wollen ... Auch dieses Verfassungsrecht unterliegt indessen Beschränkungen, die zulässig sind, soweit sie auf einer gesetzlichen Grundlage beruhen, im öffentlichen Interesse liegen und verhältnismässig sind (BGE 101 Ia 150 Erw. 2, mit Hinweisen). In diesem Sinn ist in die Interessenabwägung nach Art. 26 Abs. 1 FPolV auch die Meinungsäusserungs- bzw. Kunstfreiheit miteinzubeziehen. ... Zur konkreten Beeinträchtigung des Waldes befragt, führte der Oberförster am Augenschein vom 13. Mai 1981 aus, dass der Wald nur in bescheidenem Ausmass Schaden erleide. Der Wald könne sich zwar nicht verjüngen und könne nicht genutzt werden, und durch das Begehen werde das Wachstum behindert. Erst nach etwa 5 bis 10 Jahren erwachse dem Wald ein erheblicher Schaden. Im vorliegenden Fall ist nun aber zu berück-

sichtigen, dass der Beschwerdeführer nicht nur um eine Bewilligung für zwei Jahre ersucht, sondern dass er seine Maschinenteile bereits seit 1979 auf dem Waldareal aufgestellt hat. Es ist somit mit einem nicht unerheblichen Schaden für den Wald zu rechnen, wenn die Maschinenteile für zwei weitere Jahre auf den Waldparzellen verbleiben würden. Der Beschwerdeführer wendet zwar ein, die bisherige Dauer seiner Veranstaltung könne ihm nicht entgegengehalten werden; der Umstand, dass das Aufstellen der Maschinenteile als illegal bezeichnet worden sei, habe es ihm nicht erlaubt, seine Ausstellung einem weiteren interessierten Kreis bekanntzumachen. Es ist in dieser Hinsicht verständlich, dass der Beschwerdeführer vor Erhalt einer definitiven Bewilligung keine Propaganda machen wollte. Er hat es sich indessen selbst zuzurechnen, dass er für seine Veranstaltung nicht vorgängig um eine Bewilligung ersucht hat, wie sie das Forstpolizeirecht verlangt. Es stellt daher auch keine Missachtung der Meinungsäusserungs- bzw. Kunstfreiheit dar, wenn die bisherige Dauer in die Interessenabwägung miteinbezogen wird. Konnte der Beschwerdeführer aber seinem künstlerischen Anliegen bereits während mehreren Jahren Ausdruck verleihen, durfte die Vorinstanz die Rodungsbewilligung angesichts des Zwecks der Forstpolizeigesetzgebung, das Waldareal in allen seinen Funktionen zu erhalten, sowie des Umstandes, dass die Waldparzelle bei einer Zweckentfremdung für zwei weitere Jahre einen nicht unerheblichen Schaden erleiden würde, ohne fehlerhafte Interessenabwägung und ohne Verletzung des Verhältnismässigkeitsgrundsatzes verweigern. . . .

Kommentar zum Entscheid «Gerster»:

Der Fall «Gerster» enthält zwei interessante Feststellungen und gibt Anlass zu einer weiteren Bemerkung.

1. *Auch wenn kein einziger Baum gefällt werden muss, bedarf eine Zweckentfremdung – und darunter ist jede Beanspruchung von Waldareal zu nicht forstlichen Zwecken zu verstehen – einer Bewilligung. In der Regel wird eine Rodungsbewilligung benötigt. Ausnahmsweise genügt eine einfache Bewilligung nach Art. 28 Abs. 3 FPolV. Eine solche hätte im Fall «Gerster» ebenfalls verlangt werden können, stand aber anscheinend nicht zur Diskussion. Würde ein Kanton das Problem unter dem Gesichtswinkel der «nichtständigen Kleinbaute» beurteilen, stellte sich die Frage, nach welchen Kriterien ein solches Gesuch zu beurteilen wäre. Grundsätzlich sind es dieselben Kriterien, wie sie Art. 26 FPolV für Rodungsbegehren erwähnt (vergleiche auch G. Bloetzer, die Erstellung von Erholungseinrichtungen im Walde nach geltendem Recht und herrschender Praxis, SchweiZ. Z. Forstwes. 1979 964).*
2. *Kunstausstellungen im Walde können unter Umständen das Grundrecht der Kunstfreiheit/ Meinungsäusserungsfreiheit tangieren. In solchen Fällen sind auch diese Belange in die Interessenabwägung einzubeziehen. Dabei spielte im Rahmen der Verhältnismässigkeit die Tatsache eine entscheidende Rolle, dass die Ausstellung zum Zeitpunkt der bundesgerichtlichen Beurteilung bereits sechs Jahre stand.*
3. *Dieser Fall dürfte nicht der einzige bleiben. Kunstausstellungen im Wald könnten zu einer neuen Modeströmung werden. Für die Bewilligungsinstanzen gilt es deshalb, folgende Punkte zu beachten:*

- Es ist nicht in erster Linie der Frage der Standortgebundenheit nachzugehen, sondern wie es das Bundesgericht in E. 4.a) getan hat, eine Interessenabwägung nach Art. 26 Abs. 1 FPolV vorzunehmen. Dabei darf man sich aber durchaus fragen, ob die Ausstellung nicht zum Beispiel in einen Park verschoben werden könnte.
- Braucht es eine Rodungsbewilligung, oder handelt es sich um eine «andere nichtständige Kleinbaute» im Sinne von Art. 28 Abs. 3 FPolV.
- Auch bei einem Vorgehen gemäss Art. 28 Abs. 3 sind dieselben restriktiven Kriterien wie bei Rodungsbewilligungen anzuwenden.